

1 PREAMBULE :

L'institution DON BOSCO est un établissement catholique d'enseignement sous contrat d'association avec l'Etat, placé sous la tutelle de la congrégation des sœurs salésiennes de DON BOSCO.

Le choix de notre établissement implique de la part des parents et des élèves l'acceptation et le respect de son projet éducatif et de son règlement intérieur.

Le présent règlement intérieur ou contrat de vie scolaire, définit les règles de vie à l'intérieur de notre établissement, dans le respect des principes et de l'esprit de Saint Jean BOSCO. Notre projet éducatif s'inscrit dès lors dans la confiance et la bienveillance, à l'égard des jeunes et de leurs familles, mais aussi dans le nécessaire respect réciproque de tous les acteurs de l'établissement.

Le présent règlement intérieur a été établi dans le souci de garantir aux élèves les meilleures conditions de travail, de leur permettre de développer leurs qualités humaines et leurs sens des responsabilités, de garantir la sécurité et le respect de tous avec l'engagement et le soutien des familles.

Le respect constitue un fondement essentiel de la vie collective : respect mutuel entre tous les membres de la communauté éducative, respect des biens, de l'Ecole elle-même et de ses valeurs. Le règlement intérieur de l'Institution DON BOSCO précise les règles d'organisation en conformité avec les dispositions juridiques d'ordre public et les principes généraux du Droit.

L'inscription d'un élève dans notre établissement vaut pour lui-même, comme pour sa famille, une complète adhésion aux dispositions du présent règlement, et son engagement de s'y conformer pleinement. Il a été approuvé par le Conseil d'Etablissement du 13 juin 2014 et s'appliquera à compter de la rentrée scolaire 2014-2015. Seule cette instance a le pouvoir de le modifier.

La diffusion du règlement sera la plus large possible et assurée notamment par :

- Le dossier d'inscription
- Le carnet de correspondance
- La lecture et l'analyse faites à la rentrée dans les classes par le Professeur Principal.
- Le site du lycée www.donboscowit.eu et notre plateforme numérique (ENT – LA VIE SCOLAIRE.FR à ce jour ou tout logiciel ou support qui viendrait à le remplacer).

2 LE FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT

2.1 Horaires

L'établissement est ouvert à partir de 7 h 15. Les cours ont lieu selon les horaires suivants :

Matin	Après-midi
8h05 – 9h00	13h10 – 14h03
9h00 – 9h55	14h03 – 14h57
10h10 – 11h05	15h12 – 16h07
11h05 – 12h00	16h07 – 17h00

2.2 Circulation et déplacements des élèves

Les élèves externes arrivent pour la première heure de cours de la demi-journée et peuvent quitter l'établissement à la fin de la dernière heure de cours de la demi-journée.

Les élèves demi-pensionnaires ne sont pas autorisés à quitter l'établissement avant la fin de la dernière heure de cours de la journée.

Au moment des sonneries, les élèves sont pris en charge par les professeurs aux endroits indiqués et se déplacent sans désordre. Lors des déplacements il est interdit de courir dans les escaliers et les couloirs.

Au cours d'un bloc de deux heures consécutives, les sorties ne sont pas autorisées.

Sauf en cas de force majeure, les élèves ne sortent pas des classes pendant les cours.

2.3 Restauration scolaire

Plusieurs possibilités sont proposées :

- Le self (restauration collective à prix unique)
- L'APRESTO (restauration rapide dont le prix varie selon les produits consommés)
- L'ATRIUM (les élèves amènent leur repas ou achètent une production de l'APRESTO)

L'élève demi-pensionnaire mange au self à l'année sans autorisation de sortie. Il a la possibilité de sortir exceptionnellement manger à l'extérieur avec autorisation signée des parents au moins la veille (le repas n'est pas remboursé).

2.4 Utilisation du foyer

L'établissement met à disposition des élèves un foyer dénommé ATRIUM O² GABY, qui sert de salle casse-croûte à l'heure du déjeuner. Chaque élève est tenu de le maintenir en bon état. Aucune dégradation volontaire ne sera tolérée. L'élève surpris en train de dégrader sera sanctionné et la famille devra supporter les conséquences financières des dégradations commises.

2.5 Utilisation des locaux ou matériels spécifiques

En début d'année les élèves qui utilisent les locaux ou matériels suivants signent une charte ou un règlement auxquels ils adhèrent obligatoirement :

- Cuisines pédagogiques
- CDI
- Salle de sport
- Matériel informatique

Les élèves qui ont des TP de cuisine doivent attendre le professeur à l'extérieur du bâtiment, devant la porte d'accès côté vestiaires.

Le CDI est un espace privilégié de ressources pour chacun, ouvert suivant l'horaire affiché. Les utilisateurs, pour bénéficier des meilleures conditions de travail, s'engagent à respecter le calme, à restituer les livres empruntés dans les délais fixés lors du prêt. A l'entrée du CDI, les élèves déposent leur sac dans les casiers prévus à cet effet, puis signent la feuille de présence. En quittant le CDI, ils rangent les documents utilisés et le matériel.

2.6 Tenue et comportement des élèves

Les tenues vestimentaires jugées provocantes, indécentes, excentriques ou inadéquates ne sont pas tolérées. Les pantalons de sport ou joggings (en dehors de la pratique de l'EPS), ainsi que les

pantalons ou vêtements troués ne sont pas acceptés. L'élève contrevenant sera renvoyé à la vie scolaire où une tenue de « peintre » lui sera remise contre une pièce d'identité ou un autre objet ou document lui appartenant. Le jeune devra la porter jusqu'à la fin des cours et la restituer à la fin de la journée à la vie scolaire, qui lui rendra en retour, sa pièce d'identité ou l'objet déposé en garantie.

Le port de tout couvre-chef est interdit dans les bâtiments de l'établissement sauf ceux imposés par les formations ou activités professionnelles.

La loi sur la laïcité (article L141-5-1 du code de l'éducation) s'applique dans l'enceinte de l'établissement. Le port de signes ou de tenues vestimentaires par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

La consommation de nourriture (y compris chewing-gum, confiseries, boissons...) est interdite pendant les cours et dans les bâtiments sauf dans les salles réservées à cet usage. Tout élève contrevenant sera invité à jeter ou à ranger immédiatement la nourriture ou la boisson. En cas de récidive, il sera renvoyé à la vie scolaire avec un travail et l'obligation de rattraper le cours manqué.

Les moqueries, langage grossier, actes d'intimidation ou de violence ne sont pas tolérés. La politesse et le respect sont exigés de tous à l'égard de tous.

Il est demandé aux élèves de veiller à la propreté de l'établissement (locaux, cour, pelouse, environnement extérieur). Cela facilitera le travail de tous. Toute dégradation constatée est à signaler au secrétariat.

Les portables et baladeurs doivent impérativement être en position éteinte dès l'entrée dans les bâtiments. Si cette consigne n'est pas respectée, l'élève se verra confisquer son bien pour la journée de cours. Les parents seront invités à le récupérer à leur convenance.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de filmer, photographier ou enregistrer quelque personne que ce soit. Toute victime serait en droit de déposer plainte. Il est ici rappelé le cadre de la charte informatique signé par tout élève avant son admission dans l'établissement.

Durant les contrôles, les portables seront déposés, éteints, dans les sacs, eux-mêmes placés à l'avant de la salle de classe.

3 LA VIE SCOLAIRE ET LES ETUDES

3.1 OBLIGATION D'ASSIDUITE ET DE PONCTUALITE

Les élèves sont soumis à l'obligation d'assiduité (Décret n°2004-162 du 19 février 2004).

Ils s'engagent à suivre l'ensemble des cours obligatoires ou facultatifs auxquels ils sont inscrits et à respecter les horaires.

Ils doivent fournir le travail scolaire qui leur est demandé, et se munir du matériel nécessaire (classeurs-calculatrices-trousse-tenue d'EPS)

Les RDV quel qu'ils soient, seront pris en dehors des heures de cours (RDV médicaux, auto-école).

3.1.1 LES ABSENCES

En cas d'absence, la vie scolaire (03 89 52 82 09/contact@donboscowit.eu) doit être prévenue dès le début de la 1ère heure de cours par le responsable légal ou éventuellement l'élève s'il est majeur. A son retour au lycée, l'élève doit présenter son excuse signée par les parents au bureau de la vie scolaire (billet rose ou tout autre écrit signé par les parents) et ce avant son retour en classe.

Toute absence prévisible doit faire l'objet d'une demande écrite des parents, présentée au bureau de la vie scolaire. A ce titre, un document officiel peut leur être demandé (convocation, attestation).

Un seuil de tolérance d'absence est fixé par l'établissement en fonction de la classe fréquentée, au-delà duquel les sanctions spécifiques suivantes pourront être prononcées :

- ✓ prise en compte des absences pour le passage en classe supérieure,
- ✓ droit de désinscrire l'élève à l'examen lui correspondant.

En cas d'absence d'un élève à un devoir surveillé, ce dernier se présentera dès son retour auprès de l'enseignant, afin de prendre connaissance des modalités de rattrapage. La date proposée pour le rattrapage sera fixée à la seule convenance de l'enseignant, sans négociation possible. La note du contrôle rattrapé sera automatiquement « amputée » de deux points sur vingt, sauf si l'élève présente un certificat médical ou une convocation officielle. Un seul rattrapage sera proposé. En cas d'absence, même justifiée lors du rattrapage, l'élève sera sanctionné par une note de zéro.

3.1.2 LES RETARDS

En cas de retard, l'élève doit immédiatement se présenter à la vie scolaire qui enregistre son retard dans son carnet (billet bleu) ce qui lui permettra de réintégrer la classe. En dessous d'une heure, l'élève est enregistré en retard avec ou sans motif valable.

A compter du 3^{ème} retard, l'élève sera sanctionné par un travail à la maison, à faire signer par les parents et à rendre le lendemain à la vie scolaire. Si celui-ci n'est pas fait, il sera doublé et à rendre à la vie scolaire le surlendemain. La famille sera prévenue. Au cas où le travail ne serait pas rendu à la date prévue, l'élève sera sanctionné par une retenue (à une date fixée par le personnel de vie scolaire).

3.2 ABSENCES DES ENSEIGNANTS

Les enseignants absents seront dans la mesure du possible remplacés. Un planning de remplacement des enseignants est affiché dans l'Atrium. Les élèves pourront exceptionnellement être libérés sur décision de la vie scolaire validée par la Direction.

3.3 TRICHERIE LORS D'UN CONTROLE

Tout élève surpris en train de tricher lors d'un contrôle se verra appliquer le règlement de l'examen : L'élève continuera de composer son travail, afin qu'il puisse néanmoins s'entraîner à exercer son savoir mais il se verra attribuer la note de zéro. Si la gestion du groupe devenait difficile, l'élève pourrait être exclu de l'épreuve/contrôle. Dans cette hypothèse il sera dirigé vers la vie scolaire pour terminer l'épreuve (accompagné d'un délégué ou jeune de confiance). Les parents seront immédiatement alertés de l'incident par le professeur concerné, dès qu'il sera dégagé de ses responsabilités, à la fin de la composition du reste de la classe.

Pour prévenir tout risque de triche, les élèves n'auront sur leur table que les stylos et matériels nécessaires à la composition (pas de trousse, ni pochette, ni feuilles de brouillon, pas plus d'une feuille vierge supplémentaire). Le silence total sera exigé pendant l'épreuve et les élèves attendront la sonnerie pour quitter la salle à la fin de l'heure.

3.4 Devoir non rendu – cours non rattrapé – absence de matériel (pas de livres, cahiers, calculatrices, ordinateur...).

Dès que la date butoir pour restituer le devoir ou rattraper le cours sera dépassée, ou lorsque l'élève n'aura pas apporté le matériel nécessaire au bon déroulement du cours, l'élève devra se présenter lors de la demi-journée la plus proche, afin d'effectuer le travail demandé et se mettre en règle.

Le devoir sera ramassé par le personnel de vie scolaire et redonné au professeur concerné.

Si le travail n'est toutefois toujours pas réalisé selon les consignes de l'enseignant, le professeur principal prendra contact avec les parents ou les convoquera au besoin.

Lorsqu'un devoir maison sera rendu avec des jours de retard, la note sera diminuée de deux points par jour de retard ; si le devoir n'était au final pas rendu, l'élève se verra sanctionné par une note de zéro.

3.5 Incivilités et bavardages

3.5.1 Incivilités

Si un élève se rend coupable d'incivilités durant une heure de cours, le professeur pourra se mettre d'accord avec la vie scolaire, afin que l'élève en question soit cherché 10 minutes avant la fin du cours, et il devra rester une heure supplémentaire le jour même, ou jusqu'à 17h30 si il finit ses cours à 17h, en vie scolaire, afin d'y effectuer un travail donné par le professeur.

Le travail sera ramassé par la vie scolaire et remis à l'enseignant concerné qui le vérifiera.

Les parents seront avertis au début de la retenue.

3.5.2 Bavardages

Si des élèves se rendent coupables de bavardages pendant les heures de cours, le professeur aura toute latitude pour séparer et déplacer les jeunes concernés.

Les tables pourront être séparées si l'espace de travail le permet et les jeunes seront placés selon le plan de salle établi par le professeur principal.

Si les bavardages persistent, l'élève auteur des bavardages sera renvoyé à la vie scolaire avec une fiche navette et un travail à effectuer. Un seul élève (le plus bavard) pourra être renvoyé et il sera accompagné à la vie scolaire par un élève de confiance.

L'élève devra rattraper le cours auquel il n'aura pas assisté. Le professeur devra contrôler le travail effectué et le rattrapage du cours.

Si le travail n'est pas fait ou mal réalisé ou si le cours n'a pas été rattrapé, l'élève viendra sur la demi-journée de libre la plus proche, afin de se mettre en règle. La vie scolaire ramassera le travail et le remettra au professeur concerné qui le vérifiera.

Si le travail n'est toujours pas accompli selon les consignes de l'enseignant, le professeur principal prendra contact téléphoniquement avec les parents.

4 LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

4.1 STATIONNEMENT

Le stationnement devant le portail est à proscrire, il est demandé aux élèves d'entrer dans la cour dès leur arrivée.

Ceux qui utilisent des bicyclettes et vélomoteurs doivent être en règle avec la législation en vigueur et les stationner à l'endroit prévu. Il est strictement interdit de rouler dans l'enceinte de l'Etablissement.

4.2 VOLS

L'Institution ne peut être tenue pour responsable de la PERTE ou du VOL d'objets personnels ou d'argent. On les réduira au minimum en veillant à ne pas laisser son portefeuille ou des objets de valeur dans les poches et dans les sacs.

4.3 TABAC-ALCOOL-DROGUE

Il est formellement interdit de fumer ou vapoter (cigarette électronique) dans tout l'Etablissement (Application de la loi Evin en milieu scolaire). Tout élève contrevenant à cette disposition sera sanctionné.

L'introduction et la consommation dans l'établissement de produits stupéfiants ou alcoolisés sont strictement interdites. Toute introduction de ces substances ou tout comportement sous l'emprise de ces produits seront sanctionnés.

4.4 ALERTE INCENDIE

Il est demandé aux élèves de lire et respecter les consignes de sécurité, de participer avec sérieux et de manière responsable aux exercices de sécurité, de laisser les issues de secours opérationnelles et de ne pas toucher aux extincteurs ni entraver leur accès.

4.5 SANTE

Un élève qui se rend au bureau de la vie scolaire pour un problème de santé doit être accompagné par le délégué ou un élève désigné par le professeur, muni de son carnet de correspondance. Ce carnet devra être présenté au professeur lors de son retour en cours.

En aucun cas il ne pourra être admis qu'un élève malade ou blessé puisse rejoindre son domicile de sa propre initiative. Si nécessaire, un membre de l'équipe éducative (en aucun cas l'élève lui-même) préviendra les parents, qui seront invités à chercher leur enfant le plus rapidement possible.

Les familles doivent aviser la vie scolaire des traitements spéciaux prescrits aux élèves. Une copie de l'ordonnance du médecin traitant ainsi que les médicaments nécessaires à prendre sur le temps scolaire seront remis à la vie scolaire.

Aucun médicament ne peut être administré par le personnel de l'Etablissement.

Les accidents doivent être signalés immédiatement aux membres de l'équipe éducative qui, en vertu de l'autorisation accordée par les parents, prennent les mesures jugées utiles en cas d'urgence médicale. Tous les frais et éventuellement ceux d'ambulance sont à la charge de la famille.

4.6 ASSURANCE

Les parents sont tenus de produire une attestation d'assurance « Responsabilité Civile » couvrant les

élèves pour les dommages causés dans l'Etablissement, sur le trajet ou les autres lieux fréquentés dans le cadre scolaire.

5 LES SANCTIONS

Le respect des règles communes et de la Loi sont indispensables à la vie en communauté et à l'éducation à la citoyenneté.

Les sanctions prononcées dans l'établissement se veulent éducatives et visent à responsabiliser l'élève et à lui faire prendre conscience de la portée de ses actes.

Les sanctions sont proportionnelles à la faute commise ou aux faits reprochés. Elles seront motivées, expliquées et individuelles. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles de mise en cause d'un groupe déterminé, sans identification précise de l'auteur des faits répréhensibles, une sanction éducative et collective pourra être prononcée. Elle sera uniquement de nature scolaire et en aucun cas disciplinaire. Elles seront donc sans conséquence, sur la poursuite de la scolarité des élèves ainsi globalement sanctionnés.

5.1 Les sanctions scolaires

Elles visent à réprimer les comportements les moins graves. Ces sanctions seront décidées par les personnels de Direction, d'enseignement, d'éducation ou de surveillance, en réponse immédiate à certains manquements mineurs aux obligations des élèves, à des perturbations dans la vie de la classe, ou à tous faits commis dans l'enceinte de l'établissement ou à ses abords immédiats (en lien avec la qualité d'élève de l'auteur des faits).

Les autres personnels auront la faculté, le cas échéant, de proposer une sanction qui sera prononcée par le Chef d'établissement, son Adjoint ou le DDFPT (Directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques).

Les sanctions suivantes pourront être prononcées dans l'établissement :

- ✓ Réprimande orale
- ✓ Devoir supplémentaire
- ✓ Travail de réflexion non qualifié de devoir (sans lien avec le programme et les matières enseignés)
- ✓ Excuses orales ou écrites
- ✓ Observation écrite dans le carnet de correspondance
- ✓ Heures de retenue
- ✓ Remise à jour (hors temps scolaire afin de rattraper des heures d'absence, ou un travail non effectué et plus généralement tout fait susceptible d'être sanctionné par trois heures de retenue).
- ✓ Convocation des parents (uniquement à l'initiative d'un enseignant, de l'Adjoint ou d'un membre de l'équipe de direction)
- ✓ Exclusion ponctuelle de cours, assortie soit d'un travail à rendre, soit d'une heure de retenue après les cours.

Il est ici précisé que la présente liste de sanctions est purement indicative et en aucun cas exhaustive.

Cette latitude est destinée à permettre aux membres de la communauté éducative de trouver la

sanction la plus appropriée à la nature des faits reprochés.

5.2 Les mesures de prévention, de réparation ou de remédiation

Certains comportements pourront en outre donner lieu au prononcé de mesure visant à prévenir des dangers ou des manquements aux obligations scolaires. D'autres mesures pourront être prononcées dans le seul but de réparer le dommage ou la faute commise.

- ✓ Confiscation à l'élève d'un objet présentant un caractère dangereux ou dont l'usage est prohibé dans l'enceinte de l'établissement. Il est ici précisé que cette confiscation sera provisoire (24 heures maximum) et ne saurait ainsi porter atteinte au droit de propriété.
- ✓ Travail d'intérêt collectif (en accord avec les parents pour les élèves mineurs au moment des faits) afin de réparer notamment des dégradations commises, ou de responsabiliser l'élève.

Cette liste n'est en aucune manière exhaustive, mais purement indicative, étant entendu que les mesures prononcées ne seront en aucun cas humiliantes ou dangereuses.

5.3 Les sanctions disciplinaires

Les sanctions disciplinaires seront prononcées afin de réprimer les manquements les plus graves au présent règlement ou les manquements répétés pour lesquels les mesures, précédemment prises, n'ont pas produit les effets escomptés.

Conformément, aux dispositions de l'article R511-13 du Code de l'Education, elles pourront être les suivantes :

- L'avertissement oral ou écrit : prononcés par le Chef d'établissement, son Adjoint ou le DDFPT.
- Le blâme qui consiste en une réprimande écrite et solennelle remise en présence ou non des responsables légaux : il est prononcé par le chef d'établissement ou son adjoint.
- L'exclusion temporaire de l'établissement ou de l'un de ses services: elle ne pourra excéder un mois et sera assortie ou non d'un sursis total ou partiel. L'exclusion est prononcée par le Chef d'établissement seul, si sa durée n'excède pas huit jours.
- L'exclusion définitive de l'établissement, assortie ou non d'un sursis : elle est prononcée par le chef d'établissement ou l'Adjoint de Direction sur avis du conseil de discipline, sauf pour le cas des élèves sous contrat.

5.4 Le traitement des élèves sous contrat

Certains élèves, dont le comportement passé a déjà suscité des remarques répétées voire des sanctions, sont inscrits dans l'établissement sous la condition du respect d'un engagement lié soit au travail à fournir, à l'assiduité et à la ponctualité à observer, soit au comportement à respecter de manière plus générale.

L'admission de ces élèves subordonnée à la conclusion d'un contrat entre eux, leur représentant légal et l'établissement, autorise le chef d'établissement à mettre fin unilatéralement au contrat dans l'hypothèse du non-respect des dispositions de ce dernier (engagement de travail, assiduité et ponctualité, ou comportement adéquat).

L'élève sera entendu, avec son représentant légal s'il est mineur au cours d'un entretien avec le chef

d'établissement. Le chef d'établissement pourra prononcer la rupture du contrat et de ce fait l'exclusion définitive de l'établissement de l'élève à l'issue de l'entretien, sans autre formalité à respecter.

5.5 La commission éducative

Il s'agit d'une instance de médiation interne qui peut se réunir en fonction des demandes des membres de l'équipe éducative. Elle est convoquée par le Chef d'Etablissement ou son Adjoint de Direction. Elle statue sur des faits de moyenne gravité, lorsque les sanctions précédentes ont échoué ou lorsque la situation particulière de l'élève le nécessite. L'élève et sa famille sont convoqués aux termes d'un **courrier adressé au moins CINQ jours avant** la date retenue pour réunir la commission.

5.5.1 Composition

La commission éducative est présidée soit par le Directeur, l'Adjoint de Direction ou le DDFPT, en présence du Président ou un membre de l'association de gestion DON BOSCO, de l'élève, de ses parents, éventuellement d'un délégué de classe, d'un représentant de la Pastorale, d'un membre de l'association des parents d'élèves (APEL) et des adultes ayant demandé la sanction et/ou qui souhaitent intervenir.

5.5.2 Déroulement

Les faits sont exposés, l'élève et l'adulte ayant demandé la sanction sont à tour de rôle, entendus, ainsi que les autres participants à la commission éducative.

La délibération est prise par les adultes présents à l'exception de l'élève concerné et de sa famille.

Toute sanction pourra être prise à l'exception de l'exclusion définitive supérieure à huit jours, qui ne pourra être prononcée qu'à l'issue d'un conseil de discipline.

La sanction prononcée sera relatée dans un courrier adressé aux parents dans la semaine suivant la délibération de la commission.

5.6 Le conseil de discipline

Il intervient et statue à la suite, soit de faits d'une particulière gravité ; soit de manquements répétés aux dispositions du présent règlement intérieur si les sanctions préalablement prononcées ont été sans effet positif. L'élève et sa famille sont convoqués aux termes **d'un courrier recommandé** adressé au moins **DIX jours** avant la date retenue pour réunir le conseil.

5.6.1 Composition

Présidé par le Chef d'établissement, il est composé de la manière suivante :

- L'Adjoint de Direction qui pourra présider le conseil en l'absence du chef d'établissement
- Le Président ou un membre de l'Association de gestion DON BOSCO
- Au moins deux professeurs de la classe concernée dont le professeur principal
- Un professeur extérieur à la classe de l'élève concerné
- Le président ou un autre représentant de l'APEL
- Les parents ou responsables légaux de l'enfant
- Un délégué de classe ou tout autre élève permettant d'éclairer la situation
- Toute personne de l'établissement susceptible d'être concernée ou d'éclairer la situation pourra demander à y participer. Sa participation sera soumise à l'autorisation du chef

d'établissement ou de son adjoint.

5.6.2 Déroulement et délibération

Les faits reprochés à l'élève sont tout d'abord rappelés. Ce dernier et ses parents ainsi que toute personne impliquée, sont ensuite entendus.

Toute pièce ou témoignage de nature à permettre de vérifier la matérialité des griefs reprochés seront exposés ou relatés.

L'élève est entendu dans le strict respect du contradictoire. Il aura ainsi le droit strict de se défendre et le devoir d'expliquer son comportement.

A l'issue de l'audition des différentes personnes impliquées et des témoins éventuels, un dialogue s'instaurera autant que possible entre l'élève, ses parents et les membres du conseil.

Le conseil délibérera immédiatement à l'issue de cette phase de dialogue en l'absence de l'élève, de ses parents, du délégué de classe, du représentant de l'élève ou des témoins éventuels.

Les parents et l'élève, ainsi que son représentant et le délégué de classe seront rappelés pour prendre connaissance de la sanction prononcée. La sanction pourra aller jusqu'à l'exclusion définitive et immédiate.

Un procès-verbal sera ensuite rédigé et notifié aux parents par lettre recommandée avec accusé de réception, dans la semaine suivant la tenue du conseil de discipline.